

(vidéo) Châteauneuf-du-Pape : Les Fines Roches dans la dernière ligne droite ?

L'investisseur vauclusien Denis Duchêne vient d'avoir les honneurs du JT de <u>France 3</u>. Dans un reportage de notre consœur Frédérique Poret et notre confrère Mickael Flores, <u>le nouveau propriétaire de l'hostellerie et restaurant des Fines Roches à Châteauneuf-du-Pape</u> fait le point sur l'avancée de son projet en plein coeur du plus vieil AOC de France.

Ainsi, après 3 mois de travaux et 1M€ d'investissement, l'établissement a fait peau neuve. Et malgré un contexte difficile, Denis Duchène espère ouvrir <u>les Fines Roches</u> le 9 avril prochain avec un service de restauration en chambre.

Pour cela, il peut compter sur les 10 salariés, dont son chef cuisinier Hugo Loridan-Fombonne, qui ont été associé au capital.

Une ouverture qui semble ravir <u>Claude Avril</u>, le maire de <u>Châteauneuf-du-Pape</u> qui voit là l'offre d'hébergement de sa commune augmenter de manière conséquente grâce à la capacité de 11 chambres de cet ancien château de marquis du XIXe siècle comprenant un restaurant gastronomique, une terrasse panoramique, une piscine ainsi que des espaces de séminaires de plus de 100m2, de réceptions pour une centaine de convives et de dégustation œnologique.

Reportage de notre consœur Frédérique Poret et notre confrère Mickael Flores, <u>le nouveau</u> <u>propriétaire de l'hostellerie et restaurant des Fines Roches à Châteauneuf-du-Pape</u> fait le point sur l'avancée de son projet en plein coeur du plus vieil AOC de France.

Etat-major: Grand Delta Habitat

11 novembre 2025 |



Ecrit par le 11 novembre 2025

CIE CINO























Lionel François

Georges Lemaire

Jean-Luc Bondon

Rémi Marti

Lucas Beaujolin

Jérome Vieudrin

Stéphane Leroy

Présidé par Michel Gontard, Grand Delta Habitat (GDH) est dirigé par Xavier Sordelet (INSEEC Bordeaux) depuis 2012. A ce titre, il pilote <u>le comité de direction</u> de la plus grande coopérative de logements sociaux de France où figure également Lionel François (ISEM Montpellier), directeur administratif et financier depuis 2006, ainsi que Georges Lemaire (ISEC Aix-en-Provence), secrétaire général depuis 2014 et également directeur de la filiale Axédia, coopérative spécialisée dans l'accession à la propriété.

Ce comité comprend également <u>Jean-Luc Bondon</u> (ESTP), nouveau directeur développement & patrimoine de ce bailleur disposant d'un parc de plus de 21 000 logements répartis dans 142 communes, 7 départements et 3 régions, ainsi que Remi Marti, rentrée en 2004 au sein de la coopérative et aujourd'hui directeur, depuis 2017, des services locatifs en lien avec les 50 000 locataires de GDH.

Lucas Beaujolin (Ecole d'urbanisme de Paris), Directeur Commercial depuis 2019, <u>Jérôme Vieudrin</u> (DUT informatique de gestion), directeur des systèmes d'information depuis 2016 et Stéphane Leroy (Université de la Rochelle), directeur des relations institutionnelles complètent le comité de direction du bailleur qui a mené 954 livraisons-acquisitions en 2020 et lancé 1 200 ordres de services pour la réalisation de logements supplémentaires. En 2020, les 360 collaborateurs de GDH ont réalisé un chiffre d'affaires de 124 M€ pour un résultat net de 20,7M€.



Avant et après Covid, quid des inégalités d'accès aux soins en Vaucluse ?



Mutualité Française, Marc Devouge, Secrétaire général de <u>Mutualité Française Sud</u> tire la sonnette d'alarme : l'inégalité de l'accès aux soins se creuse. Il préconise le regroupement de personnels de santé pour mailler efficacement le territoire, améliorer la prise en charge du patient et réclame le transfert de compétence de la prévention de la santé à la Région.



« La crise sanitaire engendrée par la Covid-19 a mis en évidence l'inégalité d'accès aux soins des Vauclusiens », souligne Marc Devouge, Secrétaire général de la Mutualité française Sud et président de la délégation départementale Vaucluse. En cause ? Le nombre de médecins atteints par l'âge de la retraite face à une population vieillissante touchée par des maladies chroniques. La solution ? Le regroupement de professionnel de santé pour une approche globale de celle-ci ; la promotion de la médecine préventive et le choix des personnes âgées à rester chez elles avec un accompagnement dans leur lieu de vie où d'être prises en charge en Ehpad (Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes).

Etude à l'appui

La Mutualité française partage les résultats de l'étude annuelle issue de l'Observatoire de la Santé. «La crise sanitaire exceptionnelle que nous traversons entraîne une prise de conscience accrue des problématiques de santé. Dans ce contexte, l'étude annuelle de l'Observatoire de la Mutualité Française rappelle et souligne que l'accès aux soins reste une problématique majeure,» souligne Marc Devouge.

En manque de médecins

«Au-delà de la Covid, les Vauclusiens éprouvent le besoin de consulter pour toutes les autres formes de pathologies, or, l'étude de l'Observatoire de la Santé 2020 montre que la demande de soins est en constante augmentation en raison de deux principaux facteurs : l'accroissement et le vieillissement de la population et le développement de pathologies chroniques. Une situation qui, dans les années à venir, accentuera les inégalités d'accès aux soins en raison notamment de la disparité de la densité des professionnels de santé sur le territoire.»

Anticiper les besoins

«Le Vaucluse avec 154 médecins généralistes pour 100 000 habitants est proche de la moyenne nationale de 152 pour 100 000 habitants. Si globalement en France, 7,4 millions de personnes, soit 11% de la population, résident dans une commune où l'accès à des médecins généralistes est limité, cette inégalité est moins représentative dans le Vaucluse, car 5% seulement de la population réside en zone sous-dense en médecins généralistes. Néanmoins, l'âge de ces derniers laisse augurer, à terme, une diminution des effectifs compte-tenu de leurs futurs départs à la retraite. En effet, 9% des médecins généralistes du département sont dans la tranche d'âge des plus de 55 ans. Une donnée à prendre en considération, car sur le plan national, l'étude prévoit une diminution des médecins généralistes de 13% d'ici 2025.»

Les spécialistes vauclusiens en sous-représentation

«La présence des médecins spécialistes est déficitaire. Avec 175 spécialistes pour 100 000 habitants, le Vaucluse se positionne 9 points en dessous de la moyenne nationale (190 pour 100 000). La problématique de l'accès aux soins dans le Vaucluse concerne donc plus particulièrement l'accès à ces professionnels spécialisés (par exemple gynécologues, ophtalmologues, ...) qui sont essentiellement concentrés dans les grands pôles et par conséquent répartis de manière hétérogène sur le territoire.»

Des solutions

«Pour pallier ce phénomène, la Mutualité Française soutient plusieurs projets dont le développement des centres de santé. «Centres ou maisons de santé, sont autant de réponses tendant à l'amélioration de



l'accès aux soins en Vaucluse. Ainsi, l'exercice regroupé de la médecine ou des communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS) restent encore trop méconnues du public (seuls 36% des répondants de l'enquête Mutualité Française-Harris Interactive connaissent les CPTS). Les médecins ne souhaitent plus exercer de manière isolée. Nous observons que dans les CPTS Vauclusiennes, l'exercice regroupé de la médecine est particulièrement bien accueilli par le public. Les centres de santé mutualistes pratiquent le tiers payant, ont des tarifs maîtrisés et sont équipés de plateformes techniques. Ces critères permettent une prise en charge qualitative des patients. Le développement de ce type de centre est une mesure fortement soutenue par la Mutualité Française qui plus est dans le département du Vaucluse, le plus pauvre de France, avec un taux de pauvreté de 20% (contre 14,7 % au niveau national), et un effectif CMU (Couverture maladie universelle) de 9,6% contre 7,3% en national,» précise Marc Devouge, président de la délégation départementale Vaucluse.

La e-santé

Concernant la <u>téléconsultation</u> en période de confinement, le Vaucluse est en dessous de la moyenne. En effet, le nombre de téléconsultations dans le département a atteint les 6 810 consultations entre septembre 2018 et mars 2020. Alors que certains départements voisins comme les Bouches-du-Rhône se sont situés trois fois au-dessus de la moyenne nationale (11 948 par département), le Vaucluse est quasiment deux fois en dessous de la moyenne (-175%). Pour la Mutualité française «Le département n'exploite pas encore assez le potentiel de développement de la e-santé. Pour autant, l'étude souligne les limites de la télémédecine en indiquant que cette démarche ne peut pas convenir pour tous les motifs de consultation. De surcroît, il faut prendre en considération l'accessibilité au numérique et la prise en main des dispositifs digitaux qui semblent plus complexes pour les seniors.»

Préconisations

Face aux inégalités sociales et territoriales que la crise sanitaire a rappelées et amplifiées, la Mutualité Française propose cinq actions : «Généraliser les espaces de santé pluri professionnels pour le premier recours aux soins. Cette mesure a pour objectif de mettre fin à l'exercice isolé de professionnels de santé à l'horizon de cinq ans. Donner aux personnes âgées en perte d'autonomie le choix de leur lieu de vie. La Mutualité propose de réinventer le modèle de l'Ehpad pour renforcer ses compétences médicales et les ouvrir sur le territoire, afin d'en faire un centre de ressources gériatriques et permettre le choix du maintien à domicile, même en cas de dépendance lourde. Et, enfin, optimiser la chaîne d'approvisionnement sanitaire.

Transférer aux régions la compétence de la prévention

La Mutualité Française propose de restaurer la souveraineté et de revoir les politiques de recherche, de stocks et de distribution. «Transférer aux régions la compétence de la prévention pour que les Français puissent vivre en bonne santé le plus longtemps possible grâce à une politique de prévention de la santé gérée au niveau régional. Recentrer les <u>Agences Régionales de Santé</u> (ARS) autour de deux missions régaliennes : la sécurité sanitaire et la régulation de l'offre. «Les ARS doivent piloter l'offre de santé avec neutralité et mieux prendre en compte la complémentarité des différents acteurs, publics comme privés.»



Le Vaucluse au top des destinations



Selon une étude réalisée pour le compte du site de réservation touristique <u>Abritel</u>, le Vaucluse figure parmi les départements les plus recherchés par les Français pour les vacances 2021.

Alors que de nombreuses incertitudes planent encore sur la prochaine saison touristique estivale, Abritel vient de dévoiler une <u>étude</u> réalisée auprès de familles de vacanciers analysant les changements observés suite à la crise sanitaire dans le comportement des familles françaises en matière de vacances et leurs intentions pour 2021.

« La pandémie de Covid-19 a eu un impact profond sur les projets de vacances en 2020, mais ce premier rapport de tendances Abritel nous rassure sur l'envie d'évasion toujours très forte des Français et sur la façon dont les familles comptent s'organiser pour se faire plaisir en partant en 2021, dès qu'il sera possible de voyager à nouveau le plus normalement possible », explique Timothée de Roux, directeur



général Abritel.

83% des familles ont l'intention de partir en vacances l'année prochaine

La moitié des Français ont annulé leurs vacances en 2020

Abritel précise ainsi que 45% moitié des familles françaises affirme avoir dû annuler des vacances prévues en 2020 en raison de la pandémie « mais l'envie de partir demeure. 83% des familles ont l'intention de partir en vacances l'année prochaine. 31% d'entre elles cherchent surtout à pouvoir changer d'air et 28% à pouvoir passer du temps de qualité en famille. Pour ceux qui ont dû annuler leurs vacances prévues en 2020, 45% veulent les reprogrammer à l'identique en 2021. »

Si la situation sanitaire s'améliore en 2021, 88 % des familles françaises ont l'intention de dépenser autant ou plus pour leurs prochaines vacances. Dans cette optique, 58% veulent ainsi des séjours plus longs, 52% s'offrir des vacances de rêve, et 47% partir plus loin.

Cependant, réalité oblige, près de la moitié des familles françaises n'envisagent pas leurs premières vacances 2021 ailleurs qu'en France. Vu les incertitudes, les 27% souhaitant partir à l'étranger entre juillet et septembre prochains devront certainement attendre 2022.

Par ailleurs, 32% indiquent avoir mis de l'argent de côté en 2020. Une somme qu'ils souhaitent utiliser pour se payer des vacances uniques dont « ils se souviendront, et 31% disent que les vacances ont désormais plus d'importance pour eux aux vacances qu'avant la Covid-19. »

Le Vaucluse second et huitième!

Le Vaucluse candidat idéal pour respirer loin des villes

Autre tendance majeure en 2021, ceux qui sont restés confinés rêvent de grands espaces. Les deux-tiers des familles françaises disent ainsi être plus susceptibles qu'avant la crise sanitaire de partir vers une destination 'nature', loin des centres urbains, et 63% plus enclins à pratiquer des activités de plein air. Les principaux bénéfices personnels attendus pour les vacances en 2021 sont les suivants: fuir le quotidien (42%), avoir le sentiment d'un retour à la normalité (20%) et satisfaire un besoin d'aventure (13%). Les vacanciers français de 2021 veulent également de plus grands hébergements. Entre mai et août 2020, la demande pour de grands hébergements avec 4 ou 5 chambres et plus a augmenté de 45% sur la plateforme par rapport à la même période l'an passé.

Des aspirations correspondant aux atouts du Vaucluse. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le département apparaît en **seconde position** de ceux qui ont le plus progressé par rapport à l'an dernier en matière de recherches faîtes sur Abritel, en janvier et février 2021, pour des séjours cet été. Une envie de vacances au vert qui se traduit par la présence de nombreux départements ruraux dans ce top 10 dominé par la Lozère.

Un classement des plus fortes augmentations d'une année sur l'autre où figurent également nos voisins de la Drôme (5e), des Bouches-du-Rhône (6e) et de l'Ardèche (9e).

Pour Abritel, le Vaucluse apparaît aussi en **8° position** des destinations les plus recherchées pour cet été par les Français. Un top 10 qui fait la part belle à l'Hexagone et plus particulièrement au Sud-Est avec le



Var (1^{er}), la Corse-du-Sud (2^e), l'Hérault (6^e), les Bouches-du-Rhône (7^e) et la Haute-Corse (9^e).

L'Europe est mon territoire et en Vaucluse ça donne quoi ?



Que fait l'Europe en Vaucluse ? C'est tout l'objet de cette conférence qui présentera la politique régionale de l'Union européenne et les projets de territoire cofinancés par l'Europe à travers des projets concrets. Les intervenants sont : <u>Anne Leymat</u>, directrice adjointe de l'association Le Village, Carole Toutain, du Conseil départemental du Vaucluse, pour un projet de réhabilitation du <u>sommet du Mont Ventoux</u> et aussi Nathalie Carpentras, <u>Colis Cyclette</u>, Franck Arnaud, expert <u>Team Europe</u> qui évoquera, en préambule, la politique régionale de l'Union Européenne.

Conférence en ligne : 'L'Europe est mon territoire, quelle politique Européenne dans le



Vaucluse ?' Mercredi 24 mars à 18h. Inscription ici.

Les travaux de réhabilitation du Mont Ventoux

Emblème du département de Vaucluse, mondialement connu, le Mont Ventoux se dégrade d'année en année. Victime de son succès, il accueille quelque 700 000 visiteurs par an, entre le printemps et l'automne. Pour lui rendre toutes ses qualités paysagères et environnementales, le Département de Vaucluse met en œuvre un ambitieux projet de réhabilitation de son sommet, dont les travaux d'amélioration de la fonctionnalité du site et de la gestion des flux ont démarré fin avril 2020 tandis que les travaux de requalification écologique et paysagère vont démarrer au printemps de 2021 jusqu'à cet automne.

Délinquance 2020, tout ce qui s'est dit ! Episode 2

Bertrand Gaume, préfet de Vaucluse a présenté les chiffres de la délinquance 2020 avec, à ses côtés, les plus grands acteurs de la sécurité des Parquets d'Avignon et de Carpentras, de la gendarmerie et de la police. Chacun est revenu précisément sur ce qu'il a vécu. Voici ce qu'ils ont dit.

Bertrand Gaume, Préfet de Vaucluse

«En 2021 nous poursuivrons notre travail de lutte contre les gros trafiquants de stupéfiant. Nous élaborons, le Plan de prévention départemental de la délinquance 2021-2024 pour amplifier les actions mises en œuvre, notamment avec le rapprochement Police-population et aussi avec le Plan 10 000 jeunes -qui propose des stages et des contrats, services civiques en Préfecture, services de Police-. La Maison de la famille située à Carpentras sera inaugurée le 22 mars prochain. Un deuxième intervenant social en gendarmerie sera détaché au profit de l'aide aux victimes, dans le cadre de l'association Amav (Association de médiation et d'aide aux victimes) et cofinancé par Conseil départemental de Vaucluse.»

Philippe Guemas, Procureur de la République près du tribunal judiciaire d'Avignon

«En 2020 nous avons reçu 30 000 procédures judiciaires contre 27 000 l'an passé. L'activité est restée soutenue malgré les confinements, dont le 1^{er} de mars à mai et alors qu'auparavant, à partir de midécembre jusqu'au début du confinement (Ndlr : 17 mars 2020), nous avions été impactés par la grève des avocats. Cela avait eu pour effet de renvoyer la majorité des audiences correctionnelles et de la Cour d'Assise. Clairement, nous n'avons rien pu juger de janvier jusqu'à la mi-mai 2020. Lors du 2^e confinement nous avions retrouvé une activité tout à fait normale. Concernant la criminalité, nous



relevons l'absence de féminicide et de règlement de compte mortel au cours de l'année passée.»

« Restons vigilants »

Au chapitre du trafic de stupéfiant

«Beaucoup de bandes ont été démantelées, des têtes de réseaux mises hors d'état de nuire et écrouées. Les saisies d'armes de guerre par la Police judiciaire ont désarmé les bandes en question. S'il n'y a pas eu de règlement de comptes en 2020, nous ne sommes pour autant pas à l'abri de cette question, comme nous le rappelle les faits intervenus de l'autre côté du Rhône,» (Ndlr : le 25 février fusillade à Villeneuve-lès-Avignon, à proximité du lycée Jean Vilar, un homme de 26 ans est criblé de 12 balles devant son domicile. Il était sorti de prison en décembre 2019 et était lié au trafic de stupéfiant. Il était originaire du quartier Monclar à Avignon).

La violence intrafamiliale

«La violence intrafamiliale reste une préoccupation même si elle n'a pas été constatée dans le ressort d'Avignon lors du 1^{er} confinement. Le bracelet anti-rapprochement (Bar) sera mis en place cette année. Le principe ? Le contrevenant est équipé d'un bracelet couplé à un téléphone remis à la victime. En cas de rapprochement le contrevenant est averti qu'il doit prendre de la distance tandis que la victime est immédiatement prévenue de ce rapprochement ainsi que les services de la Police et de la Gendarmerie.»

$\mbox{\it w}$ La forte impulsivité et la violence semblent se renforcer sur ce département et particulièrement à Carpentras $\mbox{\it w}$

Pierre Gagnoud, Procureur de la République près du tribunal judiciaire de Carpentras

«Le Parquet de Carpentras a enregistré 13 600 plaintes et dénonciations contre 16 000 en 2019. La délinquance, lors du 1er confinement a chuté de 60%. Cependant la baisse de la délinquance est un peu en trompe l'œil car il y a eu des phénomènes de rattrapage après le 1er confinement et il y en aura au cours de l'année 2021. Il faudra rester extrêmement vigilants et prudents. Une fois le diagnostic établi, il faut se donner les moyens d'actions. Les structures criminelles vivent actuellement de nouveaux équilibres instables, dans le cadre des enquêtes menées par le Parquet et dirigées par le juge d'instruction de Carpentras. Des opérations importantes ont été menées par la Police judiciaire et la Sécurité publique particulièrement sur la cité du Pous du plan et des Amandiers à Carpentras, entraînant la chute de certains leaders et de leurs équipes. Les équilibres ont été modifiés et les cartes redistribuées. Ainsi, si l'année 2020, en termes de règlements de comptes a été exceptionnelle, les derniers événements qui se sont déroulés à la Cité Verte (Ndlr : tirs sur des voitures sur fond de trafic de drogue dimanche 20 janvier 2021), montrent l'implantation ou le développement de nouveaux territoires. Des armes de guerre ont été saisies dans des caches et sur des individus circulant sur la voie publique à pied ou en véhicules, ce qui induit des actes préparatoires ce qui aurait pu faire chuter les règlements de comptes.»

La violence



«La forte impulsivité et la violence semblent se renforcer sur ce département et particulièrement à Carpentras. La crise sanitaire a exacerbé ces comportements asociaux et cette brutalité, violence verbale et physique, particulièrement face aux personnes qui représentent l'autorité ou l'institution comme la police, la gendarmerie et les pompiers (homme auteur de violences conjugales qui se saisit d'une arme et tire sur les pompiers venu le secourir le 25 décembre 2020, chemin Saint-Labre à Carpentras). La violence conjugale réclame l'évaluation du risque, dans ce cadre nous avons mis en place les enquêtes d'évaluation personnalisée des victimes (EVVI) pour en connaître le degré de vulnérabilité. Les enquêtes sont mises en œuvre par l'association de l'aide aux victimes. Évaluation du risque, mesures de protection : téléphone grave danger, bracelet anti rapprochement, développement des contrôles judiciaires, prise en charges des auteurs de violence conjugales après leur sortie de prison et présentations immédiates sont sans doute une partie des dispositifs ayant permis les bons chiffres de l'année 2020.»

« Nous avons formé 702 personnels à la prise en charge des victimes »

Jean-Christophe Le Neindre Colonel commandant du groupement de la gendarmerie de Vaucluse

«Nous avons constaté 2 113 faits violents d'agression en zone de gendarmerie ce qui tend à une relative stabilité. Nous avons formé nos 702 personnels à la prise en charge des victimes de violences intrafamiliales et constitué, été 2020, une Maison de la confiance et de la protection de la famille à Carpentras, près du centre hospitalier qui dispose d'un pôle médico-judiciaire avec lequel nous travaillons.» Pour faire face à cette ambition la gendarmerie a créé « 5 postes supplémentaires dédiés et créés par la Centrale. Ces 5 personnels sont dédiés à la prévention pour la délinquance juvénile, la violence intrafamiliale, conjugale, l'audition de mineurs victimes, » et le dispositif « est complété d'un appui judiciaire en étroite relation avec le Procureur de la République de Carpentras et l'association Amav (Association de médiation et d'aide aux victimes). Egalement nous avons détaché un intervenant social qui travaillera avec les victimes et les auteurs pour éviter le cercle infernal de la récidive.»

Augmentation des escroqueries par Internet

«Nous observons 1 900 faits d'escroqueries par Internet en 2020, c'est 188 de plus qu'en 2019, soit 11% d'augmentation. Nous avions noté 1 263 faits en 2012. Cela indique que concitoyens, entreprises et administrations sont vulnérables à ce type d'escroquerie. Dans ce cadre et pour apporter notre soutien, nous avons, lors du 1^{er} confinement, constitué le pôle Atl@s (Assistance technique pour les administrations et les sociétés) et avons regroupé dans cette structure des compétences en intelligence économique, sûreté, sécurisation des systèmes d'information ainsi qu'en connaissance des nouvelles technologies. Ce pôle accueille également des experts formés par le GIGN (groupe d'intervention de la gendarmerie nationale), sur la décomplexion (géolocalisation précise de l'utilisateur). Ce pôle est mis à la disposition gracieusement des personnalités et structures qui le souhaitent.»

Augmentation des infractions relevées par l'action des services (Iras)



«Nous notons une augmentation des Iras avec 82 faits. Nous avons intensifié nos actions sur la problématique des stupéfiants en harcelant les points de deal ce qui a porté ses fruits. Nous avons beaucoup occupé le terrain et mené des opérations anti-délinquance, avec une augmentation des personnes mises en garde à vue et notre taux d'élucidation a augmenté de manière générale. Nous nous sommes concentrés sur l'opération nationale #RépondrePrésent, déclinée localement pendant le 1^{er} confinement nous mettant en lien avec nos aînés, des seniors, vis-à-vis de sociétés, professions plus vulnérables et avons poursuivi cette fonction contact, occupant le terrain et étant en phase avec les préoccupations de la population. Concernant la sécurité routière, nous avons renouvelé notre parc motocycliste, des véhicules rapides d'intervention. Également, nous avons observé des comportements délictuels de sécurité routière avec de très fortes vitesses observées, notamment après les phases de confinement.»

« Un stock important d'armes a été retiré du secteur ce qui a concouru à stopper les tentatives de règlements de comptes »

Jérémie Bosse Platière commissaire divisionnaire, chef de police judiciaire d'Avignon

«L'année a été marquée d'une manière très forte par la lutte contre les trafiquants de produits stupéfiants, en particulier sur Carpentras, au Pous du plan à Carpentras et à la Reine Jeanne à Avignon, où des clans ont été démantelés, avec beaucoup de saisie d'armes à feu et notamment des fusils d'assaut, un stock important d'armes a été retiré du secteur ce qui a concouru à stopper les tentatives de règlements de compte. Nous avons dénombré 7 tentatives d'homicides volontaires dans le cadre de ces conflits liés à la prise de différents points de deal par les clans de malfaiteurs et aucun homicide contre 13 tentatives d'homicides et 2 décès en 2019. Nous déplorons des affaires criminelles importantes comme la disparition de la petite Sarah et malheureusement la découverte de son cadavre (Sarah 11, ans morte noyée les mains attachées dans le Rhône près de l'ile Piot, poussée dans l'eau par son père Sergio, 38 ans, le 18 juillet 2020. L'homme avait déjà été condamné pour des faits de violences conjugales et souffrait d'alcoolisme). Le 2^e cadavre était celui d'une jeune-femme (Eléa) disparue au cours de l'été 2019 tuée par son compagnon (et retrouvé sur l'ile de la Barthelasse en janvier 2020).»

Jean-Marc Luca, Directeur départemental de la sécurité publique

«Outre la baisse des faits constatés sur le département, le taux d'élucidation a progressé. 840 personnes ont été interpelées pour usage ou trafic de stupéfiant. 134 opérations ciblées ont été menées. Le harcèlement et les agressions sexuelles sont en très nette augmentation. Sur 1 885 faits, 77% d'entre-eux ont fait l'objet d'un dépôt de plainte. Nous avons un fort engagement public avec 64 interventions par 24h en moyenne. Notre taux de résolution des affaires avoisine les 60% sur 253 problématiques.»



Bilan délinquance 2020 : L'état de crise sanitaire redistribue les cartes

Bertrand Gaume préfet de Vaucluse a présenté les chiffres de la délinquance 2020. Si la plupart des chiffres sont à la baisse, sur la durée, d'autres inquiètent comme ceux liés au trafic de stupéfiant, la cybercriminalité et la violence faite aux femmes.

Ce qui s'est passé

«Globalement et sur la durée nous observons une augmentation de la violence faite aux femmes ce qui nous a conduits à développer les dispositifs d'accueil, d'hébergement, le prêt de téléphones 'grave danger' et, bientôt, la mise en œuvre des bracelets anti-rapprochement,» a entamé Bertrand Gaume, préfet de Vaucluse.»

Délinquance Internet

«Si les infractions économiques et financières semblent avoir diminué nous constatons une augmentation des cyberattaques fishing, amorçage d'adresses et de pénétration dans les réseaux, chantages, demande de rançons... Dans ce cadre, avec le Colonel Le Neindre, nous avons créé un Comité départemental d'intelligence économique auquel participeront la CCI (Chambre de commerce et d'industrie) de Vaucluse, la Chambre des métiers, les clubs d'entreprises, afin de mettre en place des actions de prévention.»

1,2M€ de numéraire saisi issu du trafic de drogue

«La lutte contre le trafic de stupéfiant, en Vaucluse, a été massive en 2020 grâce à l'augmentation des opérations menées par les forces de police et de gendarmerie, l'utilisation importante des amendes forfaitaires délictuelles et plus d'1,2M€ de saisie de numéraire. Les années 2020 et 2021 ont été marquées par le démantèlement de clans induisant la réorganisation de territoires et conduisant à des tensions locales mais ne donnant pas lieu à des règlements de comptes et à des morts. Il a eu également une réduction des attaques à main armée.»

Accidentologie

«Depuis 1990, nous sommes passés de 122 morts à 25 morts en 2020, ce qui est à mettre au crédit du 1^{er} confinement, cependant l'année 2021 démarre avec 5 tués,» a conclut le préfet.

Dans le détail, Crimes et délits

Les indicateurs conjoncturels des crimes et délits ont globalement diminué, tant en zone police où la délinquance générale baisse de 18,05% en 2020 -pour moins 2 677 faits en 2019-, qu'en zone gendarmerie avec une diminution de 13% en 2020, pour moins 2 043 faits en 2019.» Egalement, le taux global d'élucidation des infractions a progressé de manière significative.





Visibilité des forces de l'ordre

La régression des chiffres de la délinquance est aussi à mettre au crédit des 2 920 patrouilles pédestres représentant 3 857 heures en zone police et 13 691 patrouilles sur un volume de 32 690 des gendarmes sur leurs zones. Les violences physiques crapuleuses et non crapuleuses ont d'ailleurs fortement reculé, pour la 1^{re} fois depuis 4 ans, en zone police.

Baisse des atteintes aux biens (AAB)

Les cambriolages, les vols liés aux véhicules à moteur et les vols à main armées ont tous considérablement baissés. De bons chiffres dus aux mesures de confinement partiel ou total, à la fermeture d'établissements et la présence des patrouilles pédestres en zones gendarmerie et police. Les chiffres baissent tout aussi logiquement pour les atteintes volontaires à l'intégrité physique (Avip).

Les escroqueries et infractions économiques et financières (EIF)

Les infractions économiques et financières, elles, auraient une fâcheuse tendance à augmenter. Face à ce danger, la Préfecture va lancer une opération de sensibilisation auprès des acteurs économiques, institutionnels, et les particuliers à cette cybercriminalité, en lien avec l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information (ANSSI) et le pôle Atl@s créé en avril 2020 au sein du groupement de gendarmerie départementale.

Trafic de stupéfiants

Le trafic de stupéfiant est le point noir du Vaucluse, à tel point que celui-ci s'est doté d'une cellule de renseignements opérationnels sur les stupéfiants (Cross) et animé par la police judiciaire d'Avignon. Celle-ci a saisi 51kg de cannabis, 31,5 d'herbe (soir le double qu'en 2019), 15kg de cocaïne et 78 000€ d'argent liquide. Mais c'est en zone gendarmerie que la lutte prend tout son sens avec +100% d'infractions liées au trafic de stupéfiant. Celle-ci a confisqué 21kg d'herbe de cannabis, 14 kg de résine de cannabis, 1 821 pieds de cannabis en culture, 4,5kg de cocaïne, 201 gr d'héroïne, 664 comprimés de drogues de synthèse, 432 800€ d'argent liquide et 1,3M€ au titre des avoirs criminels. Egalement, depuis le 1^{er} septembre 2020, les infractions à l'usage de produits stupéfiants tombent sous le coup de l'amende forfaitaire délictuelle (AFD) pour laquelle 311 procès-verbaux ont été dressés.

Réseaux de narcotraficants & criminalité organisée

«En 2020, des clans criminels de la Reine Jeanne à Avignon, du Pous du Plan à Carpentras et de la cité du Dr Ayme à Cavaillon ont été démantelés ou fortement déstructurés. 26 armes ont été saisies dont 9 fusils d'assaut et 1 065 munitions. Le démantèlement des réseaux et ces saisies d'armes ont contribué à l'absence de règlement de compte en 2020, situation inédite depuis 2015, même si plusieurs tentatives d'homicides ont émaillé l'actualité locale, en lien avec des rivalités de clans.»

Violence faite aux femmes

On ne déplore aucun féminicide en Vaucluse en 2020, alors qu'il y en avait eu 4 en 2019. Les tentatives d'homicide dans un contexte familial ont diminué de moitié (2, contre 4 en 2019). En revanche, les plaintes progressent de 9%. Ainsi, les services de police et de gendarmerie ont enregistré 2 413 plaintes. Près de la moitié concernaient des faits intrafamiliaux. 54 % des plaintes correspondent à des coups et blessures, toujours dans un cadre familiale et dans près de 7 cas sur 10.

Le Chount

11 novembre 2025 |

Ecrit par le 11 novembre 2025

Femmes punching-ball?

Les plaintes relatives à des violences subies par des femmes majeures ont progressé de manière continue : + 44 % entre 2017 et 2020. Sur les deux dernières années, plus de 200 plaintes supplémentaires ont été enregistrées chaque année, dont près de la moitié relève encore des relations intrafamiliales. Les coups et blessures volontaires, les menaces ou chantage, les atteintes à la dignité et à la personnalité, ainsi que les infractions à caractère sexiste et sexuel progressent de manière significative (+50%). En 2020 12 femmes ont bénéficié du dispositif téléphone 'grave danger'. Le téléphone est équipé d'une touche qui alerte immédiatement un service d'assistance. Son attribution est décidée par un procureur de la République. La demande d'hébergement des personnes victimes de violences a explosé en 2020 : +77 % (en moyenne 26 demandes par mois en 2020, contre 15 l'année précédente). La crise sanitaire a par ailleurs conduit l'État à mobiliser 10 000 € supplémentaires pour financer près de 5 000 nuits hôtelières ou en foyer spécialisé.

Baisse de l'accidentologie de Vaucluse

Sur les douze derniers mois, la mortalité routière est en forte baisse de -19,6%. Si cette baisse de mortalité est inédite, elle est surtout due à la crise sanitaire et ses corolaires : confinements et couvre-feu. En Vaucluse, 25 personnes ont été tuées dans 23 accidents de la route contre 39 tués en 2019. Ils avaient, en moyenne, 36 ans ! L'année 2020 devient donc avec 2015 (27 tués) la deuxième année la moins meurtrière de l'histoire dans le département. une baisse de mortalité à souligner et à mettre en perspective avec le nombre croissant, chaque année, de ventes d'automobiles. Les principaux facteurs d'accidents mortels en zone gendarmerie reste l'usage des stupéfiants et de l'alcool pour 38 % des accidents mortels, et la vitesse excessive pour 15 %. En zone police, le non-respect des règles de priorité et la vitesse excessive demeurent les principaux facteurs de mortalité tout au long de l'année.

Effectifs de la Gendarmerie et de la Police

En Vaucluse 1 333 professionnels œuvrent à la sécurité dans le département. Dans le détail, ce sont 631 personnels -comprenant les commissaires, officiers, gradés et gardiens, contractuels, personnels administratifs techniques et scientifiques- dans les 4 circonscriptions de police : Avignon, Carpentras, Cavaillon et Orange auxquels s'ajoutent 702 personnels militaires et civils ainsi que 380 réservistes agissant au sein des 4 compagnies et de l'escadron départemental de sécurité routière pour la gendarmerie de Vaucluse : Avignon, Carpentras, Orange, Pertuis.

Les chiffres 2020

Le Parquet d'Avignon a enregistré 27 000 procédures contre 30 000 habituellement tandis que le parquet de Carpentras en comptabilise 13 600 au lieu de 16 000 en 2019. La police judiciaire a dénombré 7 tentatives d'homicide contre 13 en 2019 et aucun en 2020 contre 2 en 2019.

11 novembre 2025 |



Ecrit par le 11 novembre 2025



Bertrand Gaume, Préfet de Vaucluse a présenté les chiffres de la délinquance 2020 avec, à ses côtés, (sur la photo de gauche à droite et de haut en bas) Philippe Guemas Procureur de la République près du Tribunal judiciaire d'Avignon, Pierre Gagnoud Procureur de la République près du Tribunal judiciaire de Carpentras ; Jean-Christophe Le Neindre Colonel commandant du groupement de la Gendarmerie de Vaucluse ; Jérémie Bosse Platière commissaire divisionnaire, chef de police judiciaire d'Avignon ; et Jean-Marc Luca directeur départemental de la Sécurité publique.

Liaison Est-Ouest, tous pressés qu'elle s'inscrive dans le paysage







Alors que <u>la consultation publique</u> sur le projet de LEO (Liaison Est-Ouest) de contournement de l'agglomération avignonnaise vient de s'achever, plusieurs personnalités publiques ont livré leur sentiment. Tous sont d'accord tandis que Cécile Helle propose une autre alternative.

Jean-Baptiste Blanc, sénateur de Vaucluse

« L'Etat, dans les années 90 a retenu le projet de Liaison Est-Ouest d'Avignon comme une infrastructure vitale pour relier l'A7 (échangeur de Bonpas) à l'A9 (échangeur de Remoulins). Avignon se situe au sommet de l'arc méditerranéen et voit passer une grande partie du trafic reliant l'Italie à l'Espagne. Les usagers qui arrivent des cols alpins et qui transitent par Nice et Aix ne vont pas monter à Orange pour rattraper l'A9 à Remoulins. La LEO devait reformer, par le sud, le delta dont les 3 sommets étaient ; les échangeurs d'Orange, de Bonpas et de Remoulins tout en desservant la gare TGV d'Avignon (enclavée à ce jour) et la zone multimodale de Courtine. »

Effets collatéraux et développement économique

« La tranche 1 de la voie LEO, inaugurée en 2010, ne reçoit actuellement, en trafic, que 5000 véhicules/jour ce qui est dérisoire pour un tronçon construit avec 130M€ d'argent public, poursuit le sénateur. La tranche 2 de cette voie LEO est prête à être lancée ne serait-ce que parce que les DCE (Dossier de consultation des entreprises) avaient été réalisées par la Dreal (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement) en 2005 puisque le pont amont sur la Durance était prévu au contrat de plan du moment au même titre que le pont aval. En outre, les acquisitions foncières sont déjà réalisées. »

« La LEO sera incontestablement l'épine dorsale économique du Grand Avignon. »

- « Les 20 000 habitants de la rocade urbaine d'Avignon -secteurs inscrits dans le NPNRU (Nouveau programme national de renouvellement urbain) -supportent, sous leurs fenêtres, un trafic quotidien de 44 000 véhicules / jour (dont 3 000 poids lourds) et il y a une vraie urgence sanitaire. »
- « A terme, cette voie LEO sera incontestablement l'épine dorsale économique du Grand Avignon irriguant les 3 départements concernés : Vaucluse, Gard et Bouches-du-Rhône. En termes de développement économique et de desserte des points névralgiques du Grand Avignon, la LEO est une exigence. Elle desservira la gare TGV, le technopôle agro-alimentaire d'Agroparc, le parc des expositions, l'Institut National de la Recherche Agronomique, l'aéroport d'Avignon, le MIN (Marché d'intérêt national) de Châteaurenard, la zone multimodale de Courtine et le carrefour giratoire des Angles. »

La gare TGV

- « S'agissant plus particulièrement de la gare TGV d'Avignon, inaugurée le 22 juin 2001, elle est actuellement l'une des gares les plus fréquentées. Prévue initialement pour 1,8 millions de voyageurs, elle est aujourd'hui fréquentée par près de 3 millions de personnes et 60 trains par jour desservent cette gare. Sans la voie LEO, cette gare TGV se situe dans une impasse. »
- « Il est urgent donc d'accélérer la réalisation totale du U central de la LEO dont la DUP date de 2003 et de réaliser la globalité de la 2° tranche avec le pont amont sur la Durance jusqu'au carrefour de



l'Amandier. Il est aussi urgent de réfléchir à la réalisation de la tranche 3 qui permettra de réaliser la liaison de la gare TGV avec le giratoire des Angles en franchissant le Rhône par un viaduc afin que cette voie LEO réponde enfin à ses objectifs ; être une infrastructure vitale pour relier l'A7 (échangeur de Bonpas) à l'A9 (échangeur de Remoulins),» conclut Jean-Baptiste Blanc.

Maurice Chabert, président du Conseil départemental de Vaucluse

Pour Maurice Chabert : « La nécessité de la liaison Est-Ouest est reconnue et attendue depuis maintenant trop longtemps ; tous les acteurs impliqués s'accordent sur l'utilité du projet en terme de santé publique ; la viabilité des alternatives nouvelles proposées n'est pas prouvée et semble même reporter sur d'autres secteurs les problèmes au lieu de les régler. »

« Le pont de l'Europe n'est pas dimensionné pour supporter l'important flux de trafic qui l'emprunte. »

« Egalement, l'absence de LEO laisse au point mort le fret intermodal fer-Rhône-route et fragilise la gestion des ouvrages de franchissement du Rhône et de la Durance par lesquels transitent quotidiennement une grande partie des habitants et des activités du bassin de vie d'Avignon. Le pont de l'Europe n'est pas dimensionné pour supporter l'important flux de trafic qui l'emprunte et ne pourra supporter durablement seul le trafic par-delà le Rhône. Le pont de Rognonas, seul ouvrage de franchissement de la Durance au sud d'Avignon, montre également d'importants signes de dégradations qui vont nécessiter une rénovation de forte ampleur, voire la réalisation d'un nouvel ouvrage parallèle. Désormais l'ensemble des financeurs, dont le principal, l'Etat, ont adhéré au projet actuel et sont prêts à s'engager. »

Darida Belaïdi, conseillère départementale du canton Avignon Sud

« Plus de 40 000 véhicules empruntent chaque jour la deux fois deux voies de la rocade d'Avignon, rappelle Darida Belaïdi, conseillère départementale de ce canton situé en première ligne de ce projet. Les 30 000 habitants et riverains de la rocade respirent des gaz d'échappement toute la journée. C'est pire qu'une autoroute sous leurs fenêtres : C'est une autoroute à l'arrêt, des bouchons, moteurs tournants, avec pour conséquence, du bruit, des insomnies, une incidence des cancers et des pathologies respiratoires ou cardiovasculaires plus importante que dans le reste de la Région Sud. »

« Alors oui, la LEO, il est temps. »

« Alors oui, la LEO, il est temps, poursuit l'élue. Il est certain que rien n'est jamais parfait, quand on lance des projets de cette envergure il y a obligatoirement des insatisfaits. Mais les habitants de la rocade comme tous les êtres humains font partie de la biodiversité, ils méritent, comme tous les avignonnais de vivre, dans un environnement apaisé et respirable. Il y aurait d'ailleurs une incohérence politique si la LEO était encore une fois reportée aux calendes grecques. On ne peut injecter dans le même temps des millions d'euros dans le cadre du NPNRU pour le bien-être et l'amélioration du cadre de



vie des habitants de la rocade, et en même temps, laisser perdurer cette autoroute urbaine au milieu de milliers d'habitants. »

Cécile Helle, maire d'Avignon

Pour Cécile Helle, « il est urgent de réaliser une voie de contournement routier d'Avignon par le sud pour faire de la ville-centre un territoire zéro transit et pour que la rocade Charles-de-Gaulle redevienne un boulevard ; de déclasser, la rocade, aujourd'hui considérée comme voie à grande circulation, pour en finir avec son caractère éminemment routier, et lui donner un caractère urbain, et donc plus humain. »

« Réaliser de véritables études sur la faisabilité d'un tracé rive gauche de la Durance s'appuyant sur l'ossature du réseau routier. »

Le maire de la cité des papes insiste également sur la nécessité « de démarrer les travaux de connexion des autoroutes A7 et A9 au droit d'Orange notamment pour les poids lourds en transit, avec la jonction est/ouest et ouest/est par le réseau autoroutier (au sud par Arles et au nord par Orange) ; de permettre aux maires du bassin de vie d'Avignon de retrouver leurs prérogatives pleines et entières en matière d'arrêtés afin d'interdire le trafic de transit, notamment celui des poids lourds, sur l'ensemble du bassin de vie regroupant les rives gauche et droite de la Durance ; de négocier avec Vinci Autoroute la gratuité pour les actifs navetteurs du tronçon autoroutier entre les entrées et sorties Avignon Nord et Avignon Sud et, enfin, de réaliser de véritables études sur la faisabilité et la comparaison d'un tracé rive gauche de la Durance s'appuyant sur l'ossature du réseau routier existant dans le nord des Bouches-du-Rhône, et en ce sens différent du projet envisagé et écarté dans les années 90. »

<u>Pascale Bories</u>, maire de <u>Villeneuve-lès-Avignon</u> et présidente du <u>Scot du bassin de vie</u> <u>d'Avignon</u>

« Le projet de la Léo est reconnu d'utilité publique depuis 2003 et permettra de désengorger le bassin de vie d'Avignon en reliant les autoroutes A9 et A7. Si la tranche 1 reliant la zone de Courtine au Nord des Bouches-du-Rhône a vu le jour en 2010, la réalisation des tranches 2 et 3 – liaison entre les carrefours de l'Amandier et de la Cristole sur la RN7 à Avignon ; l'échangeur au Nord de la commune de Rognonas (Bouches-du-Rhône) et la tranche 3 pour la liaison entre l'échangeur au Nord de la commune de Rognonas et le carrefour des Angles sur la RN100 restent nécessaires, notamment avec la construction d'un 3e pont afin de soulager le flux des 2 premiers ponts saturés. »

Philippe Brunet-Debaines, directeur général de Vallis habitat

Directement concerné par la situation de la rocade avignonnaise où le bailleur social compte plus de 4 000 de ses 37 000 locataires, Vallis habitat rappelle qu'il mène actuellement « un important programme de renouvellement urbain avec les autres bailleurs concernés (Grand Delta Habitat et Erilia), aux côtés de l'Etat et des collectivités territoriales (Communauté d'agglomération du Grand Avignon et ville d'Avignon) dans ce secteur. »

« Réduire significativement l'exposition des populations riveraines aux nuisances

sonores et à la pollution de l'air. »

« Ce programme de renouvellement urbain, au terme duquel notre organisme a prévu d'investir près de 67M€ dans les requalifications et démolitions programmées uniquement dans le secteur du sud d'Avignon, entre l'avenue de la Trillade et l'avenue de Tarascon, de part et d'autre de l'actuelle rocade, ne pourra réellement porter ses fruits au service des habitants de ce secteur qu'à la condition d'être accompagné par des mesures visant à réduire significativement l'exposition des populations riveraines aux nuisances sonores et à la pollution de l'air induit par le trafic routier de cet axe. »

Cependant, en l'état actuel philippe Brunet-Debaines, directeur général de Vallis habitat, s'interroge « sur la pertinence, dans le projet présenté, de la sortie au carrefour de l'Amandier, dont les conséquences seront néfastes pour les habitants de Saint-Chamand, où se concentre également une partie importante du patrimoine de Vallis habitat. »

Bernard Vergier, président de la Chambre de commerce et d'industrie de Vaucluse

« Seule la réalisation complète de la LEO permettra un délestage effectif de la rocade Charles de Gaulle à Avignon, complète pour sa part Bernard Vergier, président de la CCI de Vaucluse. La réalisation de la LEO dans sa globalité est fondamentale pour le devenir économique du bassin de vie d'Avignon. Cette infrastructure formera une troisième ceinture routière au sein de la structure urbaine d'Avignon (en complément des remparts et de la rocade) qui facilitera les grands équilibres entre le Nord et le Sud de l'agglomération en termes de développement urbain, économique et commercial. »

« Inscrire le bassin d'emplois d'Avignon dans le réseau des grandes métropoles. »

« Sur le plan économique, la réalisation de cet ouvrage permettra d'améliorer et renforcer les échanges entre les territoires du Vaucluse, des Bouches-du-Rhône et du Gard ; désenclaver les communes du Nord des Bouches du Rhône et leurs zones d'activités en leur facilitant l'accès aux principaux axes routiers ; assurer une meilleure accessibilité de l'agglomération d'Avignon avec un allégement des réseaux routiers aujourd'hui saturés, notamment au niveau des franchissements du Rhône et de la Durance, inscrire le bassin d'emplois d'Avignon dans le réseau des grandes métropoles (Montpellier, Aix-en -Provence, Marseille...), connecter les activités économiques aux principaux nœuds des réseaux de transport (gare TGV, aéroport, carrefours routiers, échangeurs autoroutiers, ports fluviaux.), délester les axes du centre d'Avignon et permettre leur requalification urbaine ainsi que de participer à l'amélioration de la sécurité des riverains de la rocade ainsi qu'à la rapidité d'intervention des véhicules de secours qui empruntent régulièrement cette rocade saturée. »

Mireille Hurlin & Laurent Garcia





11 novembre 2025 |

Ecrit par le 11 novembre 2025

(Vidéo) Vaucluse, le Département consacre Rasteau comme chef de file du Gravel bike et prévoit 3 itinéraires balisés de 150 km.



Dans le cadre de sa politique de plein air et de loisirs le Département de Vaucluse consacre Rasteau comme lieu de référence du gravel. Le centre sera distingué par deux labels FFCT (Fédération française de cyclotourisme) et FFC (Fédération française de cyclisme) et de la marque 'Accueil vélo de France' de Vélo tourisme. Objectif : séduire la sphère des pros du vélo et du cyclotourisme.

Ainsi, le territoire devient le référent national du gravel, pratique du vélo 'tout sentier' et consacre Rasteau comme chef de file de la pratique sportive et touristique très tendance. Et ça n'est pas tout, un séjour itinérant de plusieurs jours sera également proposé, adossé aux trois centres CDPAL (Centres



Départemental de Plein Air et de Loisirs) ralliant Rasteau, Sault et Fontaine-de-Vaucluse, pour accueillir et accompagner des collégiens, lycéens et clubs sportifs.

Une offre globale

Le centre de Rasteau proposera aussi des séances de découverte et d'initiation aux disciplines Gravel et Bikepacking, des séjours thématiques axés sur le territoire et l'itinérance. Son produit phare ? Un séjour itinérant, sur plusieurs jours, reliant les trois centres du CDPAL : Rasteau, Sault et Fontaine-de-Vaucluse.

Stages à la carte

Des stages de perfectionnement seront proposés à la carte aux adultes et adolescents à partir du collège et du lycée, en raison du matériel disponible (tailles des vélos sur le marché) et constitués en groupes, ainsi que les clubs et les équipes professionnelles de cyclisme, par exemple, pour la préparation de leur saison, ou pour des séjours de cohésion.

Vous avez dit gravel?

Le Gravel Bike (littéralement vélo sur le gravier) est une pratique de vélo conçu pour emprunter routes, chemins et sentiers à la découverte de paysages. Ce sport associe la pratique du VTT (vélo tout terrain) et celle du vélo d'endurance, en version confort afin d'étendre sa pratique sur une plus longue durée.

Grande traversée VTT

La Grande traversée VTT de Vaucluse, a d'ores et déjà impulsé des projets de création de boucles Gravel à partir des deux sites FFC-VTT Luberon et Ventoux, ainsi que l'élaboration d'une topocarte des itinéraires Gravel en Vaucluse (éditeur Vtopo) : Mont Ventoux, Dentelles de Montmirail, Monts de Vaucluse, Grand Luberon, Petit Luberon. Egalement, le Vaucluse propose actuellement 5 destinations vélo et 3 grandes itinérances, via les paysages de l'<u>Isle-sur-la-Sorgue</u> et de la Vallée-du-Rhône à travers les vignes et les vergers et balades urbaines et périurbaines, la via <u>Rhona</u>, <u>Venaissia</u> et la <u>Méditerranée</u> à vélo.

Le Département

Le Département fonde le site de Rasteau sur une offre vélo, en particulier sur le nouveau marché du Gravel et du Bikepacking pour permettre une initiation à ces modes doux de découverte du territoire. Le projet du Département inclut l'acquisition de matériels spécifiques comme une flotte de vélos Gravel, des sacoches, un GPS ainsi que l'aménagement de locaux pour l'accueil de groupes, la création d'une offre d'activités ainsi que l'installation d'un réseau d'itinéraires au départ du centre. D'ailleurs, les vélos Gravel sont conçus et assemblés dans le Vaucluse, à Méthamis, par MW-Cycle, dans une approche locale et écoresponsable.

Le Vaucluse roi du vélo

Le Département dispose depuis 1987 d'un Centre Départemental de Plein Air et de Loisirs (<u>CDPAL</u>) au sein du Service Sports et Education Populaire. Le CDPAL est composé de trois sites, l'un permanent à Fontaine-de-Vaucluse, un autre saisonnier à Sault et, depuis septembre 2019, d'un nouveau site à Rasteau. Il accueille des collégiens, des lycéens, des clubs sportifs vauclusiens et propose des prestations d'encadrement d'activités de pleine nature, ainsi qu'un service d'hébergement et de restauration. Les





activités proposées sont également le kayak, le VTT, la course d'orientation, l'escalade, la spéléologie et le biathlon et sont encadrées par des agents du Département.

Centre départemental de plein air et de loisirs 04 90 20 32 33. cdpal@cg84.fr et www.provence-A-velo.fr